

Service social



Intervention féministe en milieu rural : spécificité et bilan d'une réflexion sur la situation actuelle

Hélène Côté

Volume 37, numéro 1-2, 1988

Par-delà les barrières des sexes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/706385ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/706385ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

École de service social de l'Université Laval

ISSN

1708-1734 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Côté, H. (1988). Intervention féministe en milieu rural : spécificité et bilan d'une réflexion sur la situation actuelle. *Service social*, 37(1-2), 48-60.
<https://doi.org/10.7202/706385ar>

Résumé de l'article

L'auteure décrit quelques expériences féministes en milieu rural et présente des réflexions partagées avec des intervenantes oeuvrant dans ce milieu. Plus spécifiquement, cet article résulte d'une implication avec des groupes de femmes et d'actions qui se sont déroulées dans le cadre du programme de maîtrise en service social (Côté, 1985). Ce texte n'a pas la prétention d'être exhaustif, mais se veut une contribution pour la pratique. Il fait ressortir les éléments qui caractérisent la société rurale québécoise ainsi que les influences d'un modèle d'intervention sur la vie des femmes. Une revue de la documentation permet d'esquisser le portrait des femmes vivant en milieu rural et les principales difficultés qu'elles ont à affronter. Y sont ensuite présentées quelques interventions féministes en milieu rural, au Canada. En dernier lieu, on retrouve un bilan de la situation actuelle en regard de la problématique, de son évolution et des impacts pour la pratique.

CÔTÉ, Hélène, travailleuse sociale au
Centre de services sociaux de Québec,
succursale de Montmagny.

Intervention féministe en milieu rural : spécificité et bilan d'une réflexion sur la situation actuelle *

Hélène Côté

Au Québec, comme ailleurs, le mouvement féministe influence les mentalités et les valeurs traditionnelles du couple et de la famille. Dans ce courant de pensée, le service social, tout comme les autres disciplines, connaît une « remise en question » du travail professionnel. Des intervenantes innovent depuis quelques années en utilisant une approche plus spécifique aux femmes. Ce modèle, appelé intervention féministe, se décrit comme « un mode nouveau d'intervention qui préconise une conscientisation et une action thérapeutique qui tiennent compte de la réalité de l'oppression spécifique des femmes dans notre société » (GRAFS, 1983 : 13). Au cours de l'intervention, nous faisons prendre conscience aux femmes de leur conditionnement social, des stéréotypes sexuels et des rôles auxquels la société les confine, tant au niveau personnel que social. (GRAFS, 1983).

L'intervention féministe s'est introduite lentement dans les thérapies traditionnelles, tout en suscitant des controverses au niveau de la profession. Le modèle se développe vers les années 1960 (Corbeil et al., 1983) dans les milieux urbains américains, mais il a peu imprégné la pratique dans les services sociaux conventionnels. Il est également peu propagé dans les milieux ruraux en raison du manque de tradition et d'expérimentation. Les changements préconisés par les intervenantes et les expériences innovatrices faites dans le travail social professionnel se heurtent encore à des contraintes administratives, à des systèmes structurés et à des habitudes de vie bien installées dans la société. Par ailleurs, le travail de groupe auprès des femmes est une forme de pratique peu courante dans les services sociaux, d'où l'importance de revaloriser le modèle féministe qui privilégie avant tout, comme méthode

d'intervention, le travail en groupe même s'il peut être appliqué par l'intervention sociale individualisée (Martin-Beausoleil, 1982).

Ce n'est que dans les deux dernières décennies que l'intervention féministe s'est taillée une place au Québec (Dumas, 1980) et elle est encore peu connue des intervenantes et des groupes de femmes dans les milieux ruraux. Même si quelques rares écrits en langue française explicitent cette approche, ils ne tiennent pas tous compte de la réalité québécoise rurale, où les problèmes des femmes sont beaucoup plus complexes en raison de l'isolement physique, de l'absence de transport adéquat, du manque de ressources appropriées et de l'omniprésence des valeurs traditionnelles.

Portrait de la femme en milieu rural

Sur ce thème, on trouve surtout des écrits américains et français. Des auteures québécoises (Roxane Simard, Louise Nadeau, Gisèle Legault), toutes issues de milieux urbains, ont publié des volumes ou des articles traitant de l'intervention féministe. Mais l'approche auprès des femmes en milieu rural continue d'être ignorée car peu de documents précisent les modalités de l'intervention avec cette population spécifique. Il en est de même des principales idéologies féministes : elles n'ont pas vraiment été abordées en milieu rural (Lavigne et Pinard, 1977).

En milieu rural le portrait de la femme est accentué par les caractéristiques du milieu. Par exemple, dans le domaine de l'agriculture, la femme est identifiée comme étant l'épouse d'un cultivateur, ou comme productrice agricole. Le mot « rural » implique un style de vie particulier, différent du milieu urbain en raison de trois facteurs : faible densité de population, homogénéité de la population, prédominance des valeurs traditionnelles (Tickamyer, 1983). Les gens y sont perçus comme plus conservateurs qu'en milieu urbain. Ils entreprennent difficilement de nouvelles actions et s'appuient sur leurs traditions et leurs valeurs avant d'amorcer des changements. L'idéal féminin est axé sur la famille, l'amour, le développement de l'enfant, l'argent et la maison (Simard, 1979) et la femme contribue à cet idéal soit par un travail à l'extérieur, soit par une participation active à l'entretien du foyer familial.

En milieu rural, un noyau de population est concentré près de l'église, les autres villageois vivent dans les rangs. Les relations personnelles et sociales entre les femmes sont plutôt restreintes ; elles échangent surtout avec les membres de leur parenté ou avec des amies du voisinage. Dans les rangs, elles sont davantage isolées à cause des distances physiques entre les maisons, ce qui limite les possibilités d'échanges avec leur entourage. En général, à l'intérieur d'une même

localité, les femmes se connaissent à cause des liens familiaux et sociaux ; par contre, elles ont peu d'occasions de se retrouver en groupe pour discuter de leurs problèmes spécifiques, comme le notait déjà Boissinot, en 1961 (Boissinot, 1961).

L'absence de transport public adéquat, l'éloignement des ressources et des centres de décisions, et, conséquemment, le manque de communication et d'information concourent à l'isolement des femmes pour qui il devient difficile de se regrouper collectivement (ACESS, 1976). La femme s'expose à une « double contrainte » lorsqu'elle vit dans un milieu rural (Cheitman, 1981) : éloignée physiquement des autres femmes, elle ne peut être solidaire avec elles. Sa famille habite la campagne depuis des générations et, par le fait même, elle ne se sent pas à l'aise de parler de ses affaires personnelles avec d'autres femmes, lors des rencontres.

Les femmes limitent leur participation dans la communauté (Gallagher, 1977). Elles subissent l'influence d'un mari qui n'encourage pas à assister aux réunions se tenant dans la paroisse, à cause de l'âge des enfants et de la perte de services que subirait la famille si la mère devait s'absenter de la maison. Les femmes ne sont pas impliquées dans leur milieu et le problème majeur se trouve au niveau de leur motivation à se déplacer pour des activités organisées pour elles (Millette, 1983). Elles agissent ainsi soit par manque d'information, soit parce qu'elles vivent dans une société gérée par les hommes (Cheitman, 1981).

Principales difficultés vécues par les femmes

Qu'en est-il exactement de cette réalité vécue par les femmes ? Selon une étude faite auprès des femmes en agriculture au Québec, celles-ci expriment un haut niveau de satisfaction à concilier les rôles de mère, d'épouse et de travailleuse au foyer. Elles notent toutefois des désavantages financiers et vivent une non-reconnaissance de leur travail par le mari et la société. Dans cette étude, les femmes se sentent « coupables et incompetentes » (Dion, 1983) et ont une image d'elles-mêmes fort dévalorisante. Les tâches domestiques ne sont pas partagées par le mari et les enfants, la femme doit combler les besoins de tous les membres de la famille tout en poursuivant le travail d'exploitation de la ferme. D'où la fatigue qui s'installe, allant parfois jusqu'à l'épuisement. Concernant les garderies et les services d'aide-ménagères, les ressources sont relativement nouvelles et exploratoires. Des services bien organisés et stables permettraient pourtant aux femmes productrices de concilier leurs obligations professionnelles et familiales.

Certaines études définissent les rôles de la femme et approfondissent les conditions particulières dans lesquelles elles évoluent dans leur milieu. La femme est opprimée à cause du lien étroit et fort qu'elle maintient avec sa famille et ce, malgré la classe sociale à laquelle elle appartient (David, 1972). Même s'ils ne le font pas nécessairement de façon consciente, mais souvent en raison de traditions ancrées, les hommes contribuent à l'isolement des femmes en les maintenant dans des fonctions à l'intérieur du foyer ou en les éloignant des principaux centres de décisions. Les femmes sont dépendantes au plan économique et cette réalité se répercute sur leur vie personnelle et psychologique (perte d'autonomie, non-reconnaissance de leur travail) (Proulx, 1978). Quant à celles qui sont sur le marché du travail, elles continuent à cumuler les tâches ménagères : au plan physique et moral, elles occupent le « double emploi » (Vandelac, 1983). Les autres qui, de façon définitive, restent au foyer, le font par choix personnel ou en raison des contraintes sociales (Therrien et Coulombe-Joly, 1984).

Les femmes éprouvent des difficultés lors des consultations individuelles : elles expriment des sentiments de manque d'estime de soi, se sentent tendues, ne disent pas leurs opinions (Beaudry, 1981). La dynamique personnelle de la plupart est empreinte de sentiments de culpabilité, de peur et de dépendance, entretenus depuis l'enfance (Simard, 1981). Les valeurs véhiculées dans le milieu supposent que la femme idéale se dévoue au bonheur de sa famille et de son entourage (Lamarre, 1980). Ces attentes sont irréalistes, autant pour les femmes au foyer que pour celles qui travaillent à l'extérieur.

La santé des femmes dépend des conditions de travail dans lesquelles elles évoluent quotidiennement : la monotonie de la tâche et les exigences des personnes vivant sous le même toit sont souvent source de stress qui se traduit par de fréquents maux de tête et des douleurs au dos et aux jambes. Les journées de détente sont rares et les vacances quasi inexistantes, principalement chez les productrices agricoles (De Gramont, 1980). En conséquence, on verra les femmes consulter plus souvent les médecins et faire usage de médicaments plus nombreuses, comparativement aux hommes ; elles prennent « deux fois plus souvent de psychotropes que les hommes » (Nadeau, 1979). En milieu rural, les femmes n'échappent pas à cette réalité, elles vivent des sentiments négatifs qui influenceront à court ou à moyen terme leur santé.

Interventions féministes en milieu rural

Les cinq expériences décrites ici et réalisées en milieu rural au Canada sont toutes soutenues par une idéologie réformiste (Legault,

1981). Autrement dit, les intervenantes veulent surtout améliorer les conditions de vie des femmes sans toutefois changer les structures sociales (Beaudry, 1984).

En Colombie-Britannique, le projet « Women's Self-Help Network » s'adressait aux femmes vivant dans le milieu rural du nord de l'île de Vancouver. Le projet a duré de 1980 à 1983 et était subventionné par le Secrétariat d'État et le Ministère de la santé et des services sociaux du gouvernement fédéral. Il s'agit d'un programme d'éducation populaire (donné sous forme de cours) conçu par et pour les femmes en milieu rural. Les animatrices transmettent leurs connaissances à d'autres femmes et les forment à l'animation de groupe à partir d'un matériel constitué de douze modules interchangeable comportant des questions à débattre et des exercices à réaliser avec le groupe. Le programme consiste en dix rencontres en groupe (8 à 12 participantes), au cours desquelles sont discutés et approfondis des thèmes spécifiques à la vie des femmes et choisis par elles. L'animatrice propose d'analyser le problème à partir d'un instrument au moyen duquel le groupe représente (sociodrame, dessin, etc.) sa compréhension du problème et recherche collectivement des solutions ou des alternatives. Les problèmes soulevés traitent généralement de l'isolement physique, émotionnel et social, de la violence familiale, de l'abus de drogues et de médicaments, et de la dépression. La méthode vise à redonner du pouvoir aux femmes ; elles deviennent ainsi capables d'identifier leurs oppressions et en mesure de désirer des changements pour elles dans la communauté, avec l'appui du groupe (Nadeau, 1983).

La seconde expérience s'est déroulée dans la région comprise entre Thunder Bay, Kenora et le comté de Kingston (sud-ouest ontarien). En 1980, une dizaine de femmes de cette région planifient le congrès provincial de leur association, « Canadian Committee Learning Opportunities for Women » (CCLOW), et mettent de l'avant le fait qu'elles vivent des difficultés bien différentes des femmes du milieu urbain. Elles ont entrepris une recherche visant à identifier leurs besoins et, pour ce faire, ont rencontré une centaine de femmes de leur communauté à l'occasion de débats publics. Les résultats ont ensuite été présentés au Congrès afin de sensibiliser les femmes à leurs problèmes et leur faire connaître de nouvelles opportunités. Les difficultés soulevées touchent le réseau des femmes et les organisations sociales, le stress, la santé mentale, la vie économique, l'aspect légal et la vie politique. Dans chaque domaine, elles expriment leurs attentes, revendiquent leurs droits et développent ainsi une nouvelle conscience. C'est grâce à leur détermination qu'elles ont su se faire reconnaître à un niveau plus élargi (Harley et Reith, 1983).

La troisième expérience a lieu dans le comté d'Antigonish (Nouvelle-Écosse), où la population, composée majoritairement d'ethnies différentes, est surtout localisée en milieu rural (65.1%). Suite à un cours donné à l'université, « Women Today », une vingtaine d'étudiantes décident de se regrouper, forment l'« Antigonish Women's Association » (A.W.A.) et examinent la possibilité d'ouvrir un centre de ressources pour les femmes, effectivement créé en avril 1983. Le mouvement tend à dénoncer les stéréotypes sexuels et la non-reconnaissance des femmes au foyer et sur le marché du travail. Divers moyens sont utilisés pour sensibiliser les femmes de la communauté : ligne ouverte, journal, pétition, rencontres d'information, groupes de conscience, etc. Dans toutes leurs activités, ces femmes souhaitent faire réfléchir la population féminine sur les nouveaux rôles et mettent l'accent sur la nécessité de créer des liens avec d'autres femmes du milieu (Miles, 1983).

Nous retrouvons la quatrième expérience au Québec, dans le comté de Charlevoix. En 1980, une enquête conscientisante s'est concrétisée à la suite d'un colloque régional sur la situation des femmes. L'enquête a duré six mois et était menée par quinze femmes du milieu, recevant l'appui technique et méthodologique d'une animatrice du Service de l'éducation des adultes. Six cents femmes ont été rejointes et divers thèmes ont été abordés : indépendance, personnalité, rôles, préjugés, violence, santé et isolement. Il ressort qu'elles veulent se débarrasser de leur sentiment de culpabilité, apprendre à dire « non », se questionner sur ce qu'elles ont appris étant plus jeunes, etc. Par la suite s'est créé le « Réseau des femmes de Charlevoix Inc. » qui continue son action en faisant connaître les besoins des femmes et en poursuivant la conscientisation et la mobilisation (Tremblay, 1982).

La dernière expérience a été réalisée dans la région de L'Islet où j'ai fait un stage de formation pratique en 1982. La région correspond aux critères d'une communauté rurale : douze mille sept cents habitants disséminés dans huit paroisses du littoral sud du Saint-Laurent, à une centaine de kilomètres de Québec. Cette région est reconnue comme un petit centre touristique où il y a peu d'industries. La plupart des femmes (67.8%) sont au foyer, les autres (32.2%) travaillent à temps plein ou partiel (Centre de documentation du C.L.S.C. Saint-Jean-Port-Joli, 1982). Suite à la référence d'un professionnel du C.L.S.C. et à une invitation dans le feuillet paroissial, des femmes de Saint-Jean-Port-Joli, pour la plupart au foyer, ont convenu de se regrouper. L'intervenante propose une série de dix rencontres où elles peuvent échanger sur leurs conditions de vie et en discuter. Les femmes ont décidé de participer aux rencontres à cause de leur situation similaire, de leurs préoccupations et intérêts communs (Home et Darveau-Fournier, 1980). Les thèmes abordés touchent l'égalité dans le couple, les rôles d'épouse, de mère

et de ménagère, le temps pour soi. Ils ont permis une prise de conscience individuelle et incité les femmes à choisir des actions et à trouver de nouveaux moyens pour modifier leur vie personnelle. Bref, les femmes manifestent de l'intérêt face à leurs conditions de vie et expriment des malaises reliés à la socialisation, aux valeurs traditionnelles, à l'isolement social et à leur santé.

Dans une pratique expérimentée surtout en milieu rural aux États-Unis, Kjervick (1979) identifie quatre niveaux où les femmes effectuent des changements :

- les femmes se rencontrent et, ensemble, découvrent les facteurs du contexte social qui les rendent inconfortables ;
- elles expriment leur colère face aux rôles sexistes qui les écrasent et les infériorisent dans leur vie ;
- elles passent à l'action et posent des gestes en fonction d'elles-mêmes ;
- elles travaillent un objectif à la fois et se revalorisent.

Toutefois, Cheitman (1981) note cette autre possibilité, à savoir que les femmes ne font aucun apprentissage des enjeux féministes : elles viennent à des rencontres où les discussions sont ardues et conflictuelles à cause de la force des valeurs traditionnelles qui ne peuvent être remises en question avec le groupe.

Bilan de la pratique actuelle

Nous tenterons ici de faire ressortir le caractère spécifique de l'intervention féministe auprès de la population féminine rurale, tout en vérifiant si la problématique a évolué au cours des cinq dernières années. Pour ce faire, j'utiliserai des données et des résultats obtenus durant l'expérience pratique et je compléterai avec les éléments d'une réflexion recueillis en juin 1988 auprès de deux intervenantes actives dans le milieu.

Selon une étude récente en milieu rural, les femmes ne savent pas ce que vivent les autres femmes, et l'information véhiculée par les médias ne touche pas leur propre vécu. Elles privilégient une information locale et une formation plus axée sur la condition des femmes (C.S.R.L.F., 1984). Elles se sentent isolées, veulent se rencontrer, sortir de chez elles, disent qu'elles ne se sentent pas « bien dans leur peau » et veulent être aidées pour faire des changements (Gingras, 1983). Ces intérêts sont d'autant plus marqués que les sorties hebdomadaires se limitent aux activités avec la famille et la parenté et qu'elles n'ont pas l'opportunité de discuter « entre femmes » de leur situation personnelle et sociale.

Le modèle d'intervention féministe préconise un changement d'attitudes et de comportements chez les femmes suite à une prise de conscience de leur oppression. Il vise également à ce que le groupe envisage un changement social en produisant une action collective dans la communauté. La participation des membres à une action sociale demeure un point très litigieux en raison de contraintes personnelles (peur d'un rejet) et sociales (valeurs traditionnelles trop fortes) existant dans le milieu rural. Home affirme que « beaucoup de femmes sont trop opprimées pour posséder l'espérance nécessaire à toute entreprise d'action sociale » (Home, 1983 : 67). L'expérience vécue avec les groupes démontre que les femmes qui sortent de leur rôle traditionnel doivent affronter la désapprobation des leurs (Secrétariat d'État, 1975 : 5). La plupart ne veulent pas entreprendre des actions concrètes dans leur milieu de peur d'être étiquetées « féministes ». Elles préfèrent choisir des actions à portée plus restreinte et plus personnelle, axées sur leur vie quotidienne.

Les femmes rencontrées éprouvent des difficultés dans l'affirmation de soi, la confiance en soi ; elles vivent des sentiments de nullité et d'incompétence et se disent isolées aux plans physique et moral. L'intervention féministe vise à les rendre plus autonomes, c'est-à-dire devenir capables d'assumer leurs propres décisions car « les femmes des régions rurales tendent à faire passer les besoins de la famille et de leur collectivité avant les leurs » (Secrétariat d'État, 1975 : 4). Suite à une prise de conscience réalisée dans le groupe, des femmes de L'Islet ont pu vérifier qu'elles pouvaient dire « je » en tant que personne, dans leur famille, et ont eu le goût de continuer à s'affirmer dans leur milieu respectif. D'autres avouent avoir retiré un « grand bien » de ces rencontres, sans préciser la nature des changements qu'elles ont dû effectuer dans leur vie.

La situation des femmes en milieu rural a-t-elle évolué au cours des dernières années ? Selon des intervenantes sensibilisées à l'approche féministe, il ressort que les femmes demeurent toujours intéressées à discuter, en groupe, de leurs conditions de vie, tout comme en milieu urbain. Elles se préoccupent d'améliorer leur situation personnelle en retournant aux études ou sur le marché du travail. Les femmes recherchent une autonomie financière et deviennent plus affirmatives dans l'organisation de leur vie. Elles sont également plus conscientes de la nécessité de préserver leur santé mentale et physique ; elles se soucient d'être « bien dans leur corps » et adhèrent plus facilement que par les années passées à des mouvements naturistes, exercices physiques ou médecines douces (relaxation, réflexologie, et autres).

Quant au caractère spécifique de l'intervention en milieu rural, il existe encore une difficulté à recruter suffisamment de femmes pour

former un groupe axé sur la condition féminine. Ceci s'explique par plusieurs facteurs qui influencent notre intervention auprès des femmes : manque de moyens financiers, absence de transport adéquat et de garderie, faible densité de population. On signale aussi que l'anonymat des rencontres est un élément à considérer en milieu rural ; les expériences actuelles montrent que les femmes s'expriment plus librement lorsqu'elles viennent de paroisses différentes, ce qu'elles n'osent pas faire en présence de personnes connues. Un climat de confiance doit s'établir dans un groupe, et les intervenantes constatent qu'il faut mettre des garanties supplémentaires pour assurer le caractère confidentiel des échanges. Cette précaution est moins nécessaire en milieu urbain car les femmes habitent des quartiers différents et ont moins l'opportunité de se rencontrer ou de se connaître avant d'adhérer à un groupe. On observe également que les femmes sont plus à l'aise de verbaliser leur vécu lorsqu'elles partagent des problèmes communs (femmes battues, groupe d'allaitement, etc.) Cette constatation rejoint la condition de base préconisée par le service social des groupes (Home et Darveau-Fournier, 1980). Bien que conscientes de la nécessité d'avoir des rapports égalitaires avec leur conjoint, les femmes doivent encore vivre des réticences et un manque de collaboration de la part de leur entourage. Elles ressentent un besoin personnel de changement et cherchent à l'exprimer dans leur milieu car elles désirent une qualité de vie plus satisfaisante. Même si subsiste un certain malaise, elles sont moins apeurées d'entendre parler de féminisme. Elles se familiarisent avec le langage, l'utilisent de façon consciente avec certaines personnes et cherchent à le démystifier dans leur entourage.

Les changements sociaux restent toujours difficiles à amorcer pour les groupes de femmes en milieu rural. Elles utilisent leurs énergies à effectuer des changements au plan personnel et ne souhaitent pas se mobiliser pour effectuer une action sociale dans leur communauté. Elles s'impliquent davantage si la cause rejoint une préoccupation commune, telle que la pornographie ou la survie d'un « centre femmes ». Certaines admettent que le retour des femmes sur le marché du travail est en soi un changement social, mais ceci rejoint davantage un intérêt individuel que collectif.

Il est important de signaler que les femmes en milieu rural sont plus sensibilisées qu'avant à leurs conditions de vie et souhaitent améliorer leur situation, soit par le retour au travail ou aux études, par un partage égalitaire des tâches au foyer, ou par une certaine autonomie financière. Toutefois, les pressions familiales et sociales ne les incitent pas toujours à désirer des changements sociaux.

Commentaires

Les expériences réalisées en milieu rural et les réflexions partagées avec des intervenantes auront fait ressortir des éléments concernant l'application d'un modèle d'intervention féministe, d'abord utilisé auprès de groupes de femmes en milieu urbain et maintenant actualisé dans le secteur agreste. Il s'agit de premiers jalons aidant à mieux saisir la portée de notre intervention auprès des femmes.

Les femmes ont le goût de poursuivre des réflexions et de suivre la montée du mouvement féministe. Elles sont influencées par les mass médias, les journaux, les prises de conscience réalisées par d'autres femmes. Par contre, elles ne manifestent pas clairement leurs désirs et leurs préoccupations de peur d'être identifiées « féministes » ou en voie de le devenir, car le milieu rural est généralement peu tolérant envers celles qui veulent trop s'imposer avec des idées et des principes nouveaux.

De plus, la solidarité féminine ne fait pas partie intégrante des mœurs : habituées à servir leur famille d'abord, les femmes ont développé des attitudes de disponibilité, de soumission et de dépendance envers leurs proches. Dans le milieu rural, cette réalité prévaut d'autant plus qu'elles vivent isolées les unes des autres et ne bénéficient pas de ressources appropriées facilitant les contacts. Il est intéressant de constater que les femmes rencontrées sont plus ou moins « isolées » selon qu'elles habitent le rang ou le village. Privées de communications et de transport, elles se connaissent généralement à cause du statut social du mari ou des « histoires » survenues dans les familles. Donc, leur désir de maintenir des contacts, par des appels téléphoniques ou par des visites, devrait être vu comme une étape significative dans le contexte actuel résultant d'une prise de conscience en groupe. Elles valorisent ainsi les échanges avec d'autres femmes et ce noyau de solidarité débouchera, espérons-le, sur des actions concrètes dans leur milieu.

Le modèle d'intervention féministe préconise des changements personnels et sociaux pour et par les femmes. Le cheminement réalisé les amène à adopter de nouvelles attitudes en vue d'acquérir une certaine autonomie dans leur milieu. Cette transformation personnelle suppose des changements à plus grande échelle (la société) car, dans une optique féministe, ces principes sont liés.

Les groupes en milieu rural semblent peu préoccupés par le dilemme à investir temps et énergie dans les malaises et problèmes individuels ou à se vouer plutôt à des causes sociales et collectives. Pour leur part, les femmes choisissent des changements personnels et tangibles qui leur procurent une satisfaction immédiate, par exemple, prendre du temps pour soi, partager les tâches. Certains groupes se montrent

plus spontanés et plus ouverts dans les échanges entre membres, d'autres manifestent réticences et réserves. Cela tient au climat de confiance établi dans le groupe, au degré d'autonomie et d'affirmation des femmes et à la nature des liens de solidarité entre participantes.

L'implication sociale des groupes est une condition pour effectuer des changements dans la société. À cause des pressions sociales et des traditions, il est encore difficile de motiver les femmes ; elles ont besoin d'être préparées et articulées pour supporter les enjeux de cette initiative (Hartford, 1971). D'où l'importance de créer et de solidifier les liens de solidarité entre femmes et d'augmenter leur sentiment de confiance mutuelle. Avant d'entreprendre des actions concrètes, le groupe devrait cependant avoir franchi certaines étapes de son développement et avoir atteint une cohésion assez forte pour assurer une solidarité tout au long de l'action (Lewis, 1983).

Le milieu rural est propice à l'intervention féministe car les femmes s'y trouvent souvent partagées entre leur réalité quotidienne et leurs désirs de s'affranchir d'un mode de vie oppressant et stressant. Comment les rejoindre dans la vie de tous les jours ? Comment augmenter leur sentiment de solidarité pour qu'elles puissent effectuer des changements sociaux ? Peut-on penser à la formation de groupes qui mettraient l'accent sur le changement social ? Ce serait là de belles pistes d'expérimentation et de réflexion. Nous pourrions ainsi espérer que le modèle d'intervention féministe, appliqué par et pour les femmes, puisse rejoindre la spécificité du milieu rural.

Notes

- * Le présent article est féminisé pour éviter d'alourdir le texte.
- ** Ce texte est le produit de discussions faites à l'été 1988 auprès d'intervenantes impliquées dans le milieu rural : Céline Beaulieu, France, Gendreau, Diane Rioux et Aline Saint-Onge. Je tiens à les remercier de leur précieuse collaboration.

Références bibliographiques

- Association canadienne des écoles de services social (ACCESS), *Formation à la pratique du service social en milieu rural ou nordique*, Winnipeg, ACCESS, 1976.
- BEAUDRY, Madeleine, « La femme et les difficultés d'affirmation de soi », *Service social*, vol. 30, nos 1 et 2, 1981 : 61-69.

- BEAUDRY, Micheline, *Les maisons de femmes battues au Québec*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1984.
- BOISSINOT, Yolande, « La femme dans le milieu rural », *Bien-être social canadien*, mars-avril 1961 : 37-40.
- Centre de documentation du Centre local des services communautaires Saint-Jean-Port-Joli, *Rapport de recherche action femme*, mars 1982, Rapport des résultats d'un sondage, janvier-juin 1982.
- CHEITMAN, Edith, « The practice of group work with rural female populations », dans : N. GOROFF (éd.), *Reaping from the Field — From Practice to Principle*, vol. 1, Hebron (Conn.), Practitioners Press, 1983 : 379-401.
- Commission scolaire régionale Louis-Frêchette, *Les femmes, les besoins et l'information sur leurs conditions de vie*, Lévis, Service de l'éducation des adultes de la C.S.R.L.F., 1984.
- CORBEIL, Christine, Ann PAQUET-DEEHY, Carole LAZURE et Gisèle LEGAULT, *L'intervention féministe, l'alternative des femmes au sexisme en thérapie*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1983.
- CÔTÉ, Hélène, *Une expérience d'intervention féministe en milieu rural*, (Essai de maîtrise), Québec, École de service social de l'Université Laval, 1985.
- DAVID, Hélène, *Analyse socio-économique de la ménagère québécoise*, Montréal, Centre de recherche sur la femme, 1972.
- DE GRAMONT, Monique, « Naître femme et tomber malade », *Châtelaine*, septembre 1980 : 39-58.
- DION, Suzanne, *Les femmes en agriculture au Québec*, Longueuil, Éditions La Terre de chez-nous, 1983.
- DUMAS, Brigitte, *Les idéologies et les thérapies féministes : un renversement de perspective*, Québec, C.S.S.Q., Service de la recherche, document numéro 12, 1980.
- GALLAGHER, Ann, « Woman and community work », dans : Marjorie MAYO (éd.), *Women in the Community*, London, Routledge et Kegan Paul, 1977 : 121-141.
- GINGRAS, Pauline, « Intervention auprès d'un groupe de femmes de classe populaire », *Service social*, vol. 32, nos 1 et 2, 1983 : 89-100.
- GRAFS, *Nous, notre santé, nos pouvoirs*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage/Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1983.
- HARLEY, Ann et Linda REITH, « *The Learning Needs of Rural Women in Southwest Ontario : Identification and Case Study* », document présenté au congrès annuel de l'Institut national canadien de recherche pour l'avancement de la femme, Vancouver, 1983.
- HARTFORD, Margaret, *Groups in Social Work*, New York, Columbia University Press, 1971.
- HOME, Alice, « Les femmes et les groupes de changement social », *Service social*, vol. 32, nos 1 et 2, 1983 : 50-75.
- HOME, Alice et Lise DARVEAU-FOURNIER, « La spécificité du service social des groupes », *Service social*, vol. 29, nos 1 et 2, 1980 : 16-31.
- LAMARRE, Suzanne et Louise LANDRY-BALES, « "La Bonne Maman" un obstacle à l'évolution des femmes », *Santé mentale au Canada*, vol. 28, n° 2, 1980 : 14-15.

- LAVIGNE, Marie et Yolande PINARD, *Les femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal Express, 1977.
- LEGAULT, Gisèle, « Les courants explicatifs de la condition des femmes », dans : G. MARTIN-BEAUSOLEIL et A. HOME (éds), *Mouvement féministe et service social* (recueil de textes), Québec, École de service social, Université Laval, septembre 1981, pp. 1-2.
- LEWIS, Élizabeth, « Le service social des groupes dans la vie communautaire : Caractéristiques des groupes et rôle du travailleur social », *Service social*, vol. 32, nos 1 et 2, 1983 : 32-49.
- MARTIN-BEAUSOLEIL, Geneviève, « Intervention féministe et service social individualisé », *Service social*, vol. 31, nos 2 et 3, 1982 : 307-329.
- MILES, Angela R, « *Feminism and women's community action : Antigonish town and country, Nova Scotia, 1970-1983* », document présenté au congrès annuel de l'Institut national canadien de recherche pour l'avancement de la femme, Vancouver, 1983.
- MILETTE, Claire, « Réflexion sur les femmes en milieu isolé », dans : G.R.A.F.S., *Nous, notre santé, nos pouvoirs*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage/Éditions Coopératives Albert Saint-Martin, 1983 : 63-69.
- NADEAU, Denise, « *Popular education and feminist outreach* », document présenté au congrès annuel de l'Institut national canadien de recherche pour l'avancement de la femme, Vancouver, 1983.
- NADEAU, Louise, « Les femmes et leurs habitudes de consommation de drogues », *Santé mentale au Québec*, vol. IV, n° 2, 1979 : 104-118.
- PROULX, Monique, *Cinq millions de femmes — Une étude de la femme canadienne au foyer*, Ottawa, Conseil consultatif de la situation de la femme, 1978.
- Secrétariat d'État, *Analyse sommaire des problèmes des femmes des régions rurales*, Programme de promotion de la femme, Ottawa, 1975.
- SIMARD, Pierrette, *Recherche sur la femme et le travail en milieu rural*, document présenté au congrès annuel de l'Institut canadien de recherche pour l'avancement de la femme, Baie-Saint-Paul, 1979.
- SIMARD, Roxane, *Va te faire soigner, t'es malade !*, Montréal, Éditions internationales Alain Stanké, 1981, pp. 57-98.
- THERRIEN, Rita et Louise COULOMBE-JOLY, *Rapport de l'A.F.É.A.S. sur la situation des femmes au foyer*, Montréal, Boréal Express, 1984.
- TICKAMYER, Ann R., « Rural-urban influences on legislative power and decision making », *Rural Sociology*, vol. 48, n° 1, 1983 : 133-147.
- TREMBLAY, Francine, *L'enquête conscientisante sur la situation de la femme (un an après)*, Québec, Gouvernement du Québec, Direction générale de l'éducation des adultes, document n° 38-6085, 1982.
- VANDELAC, Louise, *Production domestique*, Québec, Conseil du statut de la femme, document n° 1, 1983.